

un certain temps, ou qu'on n'a pas satisfait à des besoins bien précis. Je suis frappé de constater qu'aujourd'hui encore, c'est-à-dire sept ans après la fin de la seconde Grande Guerre, nous n'avons fait, compte tenu de nos ressources et de notre capacité de production, que si peu de progrès en ce qui concerne la solution d'un problème aussi vital pour notre pays. Je connais de nombreux jeunes ménages, mariés depuis deux ou trois ans, qui projettent toujours de se faire construire une maison, mais qui n'ont pu jusqu'ici réaliser leurs projets, en raison des conditions imposées à l'heure actuelle par la loi nationale sur l'habitation, du coût des emprunts, des matériaux, etc.

Il y a aussi les travailleurs industriels, surtout ceux qui appartiennent à l'industrie du bâtiment et se déplacent d'un endroit à un autre, qui voudraient que la construction de maisons à faible loyer soit subventionnée. Dans ma circonscription, beaucoup de ces travailleurs demeurent dans des logements provisoires qu'on ne peut nullement tenir pour des habitations. La même situation existe à l'égard de nos pensionnés âgés, de nos vieillards. Je suis convaincu que dans la plupart des circonscriptions du Canada il y a encore un grand nombre de pensionnés âgés dont l'habitation n'est pas satisfaisante. Dans ma circonscription, ce problème est si aigu que divers groupements s'en occupent.

Comme je l'ai mentionné l'autre jour, quand il s'agit de l'immigration, la question revêt un double aspect. Il faut trouver un emploi à l'immigrant et lui fournir l'occasion de se louer un logis ou de construire sa maison à ces conditions raisonnables. A cet égard, on remarque une difficulté sans cesse croissante. Ce n'est pas seulement nous qui nous en rendons compte par les lettres que nous recevons, par les entretiens que nous avons ou par les résolutions qu'on nous fait parvenir; les journaux aussi s'en rendent compte. Et ici, je rends hommage aux journaux d'avoir parlé de ce problème d'une façon assez générale par tout le pays. Lorsque divers organismes convoquent des réunions un peu partout au sujet du logement, je remarque que les journaux rapportent bien ce qui s'est passé à ces réunions. Cela indique, à mon avis, que, d'après les journaux, les Canadiens s'intéressent à cette question.

J'ai ici un certain nombre de coupures extraites des journaux en ces derniers mois. En voici une tirée du *Daily News* de Nelson, en date du 20 janvier 1953. Elle s'intitule:

Le logement est la principale question sociale embarrassante au Canada. — 75,000 maisons construites en 1952; les paiements initiaux, les taux d'intérêts sont des éléments qui influent sur l'aptitude à construire une maison.

L'article expose ensuite les difficultés qu'on doit surmonter en vue de se procurer un logement. J'ai une autre coupure tirée du *Daily News* de Nelson, en date du 6 octobre. Il s'agit du compte rendu d'une conférence régionale de la Légion canadienne. La principale partie des délibérations a porté sur les difficultés qu'éprouvent les anciens combattants à s'acheter une maison ou à louer des maisons à loyer convenable. Les conclusions de la Légion étaient conformes au projet d'amendement du représentant d'York-Sud (M. Noseworthy), à savoir que la seule solution consistait en l'octroi par le Gouvernement de prêts à faible intérêt destinés à la construction d'habitations.

En outre, monsieur l'Orateur, la *Free Press* de Kootenay, dans la ville de Trail, a publié un éditorial sur cette question, car le problème est grave là-bas. La conclusion de cet éditorial est la suivante:

Un peuple mal logé ou accablé de dettes ne peut espérer produire autant que celui d'autres pays où l'organisation sociale assure un meilleur traitement. Une récente enquête de la revue *McLeans* a révélé que le Canada se laisse distancer par la Grande-Bretagne, la Suède, l'Australie et les États-Unis quand il s'agit d'assurer des logements suffisants aux gens qui en ont besoin et qui sont disposés à verser un prix raisonnable pour en obtenir.

De plus, le *Journal* d'Ottawa a publié, le 24 février 1943, un article intitulé: "On demande instamment d'aider aux acheteurs de petites maisons, à l'Assemblée législative de l'Ontario".

Telle est la situation dans toutes les localités urbaines du pays, d'un littoral à l'autre. Des gens qui habitent une terre d'abondance ne peuvent obtenir les habitations qu'ils cherchent. Le fait le plus important est que depuis la fin de la guerre le pays a connu une extraordinaire expansion industrielle, dont nous nous sommes réjouis d'ailleurs. Dans la circonscription d'où je viens, on a consacré des sommes considérables à l'érection de barrages. On a dépensé 33 millions pour construire un barrage, 20 millions en vue de la construction d'un nouveau haut-fourneau, et plusieurs millions pour faire progresser les scieries. On se propose de placer un montant de 75 millions dans l'établissement d'une usine de pâte de bois. Il en est ainsi dans toutes les régions du pays. Bien que nous puissions réaliser ces entreprises industrielles géantes, il semble que nous ne puissions pas construire de logements pour les gens qui produiront et utiliseront les produits industriels fabriqués en si grand nombre. Je n'adresse de reproches à aucun particulier, car ce n'est pas une question qui relève de particuliers. Je sais que le ministre fait tout ce qu'il peut en vertu des lois existantes. Je sais qu'il s'intéresse très